COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE
DE PARIS

EXERCICE 1957

A V I S

Le COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE de PARIS rappelle aux porteurs de ses parts bénéficiaires et de ses parts de fondateur qu'il reçoit et conserve en dépôt dans les caisses de son Siège social ou de ses agences, à titre *entièrement gratuit*, les parts bénéficiaires nominatives et les parts de fondateur nominatives ou au porteur.

Les porteurs de parts bénéficiaires et de parts de fondateur ont le plus grand intérêt à profiter de cette facilité qui leur permet d'encaisser automatiquement, sans frais, leur coupon dont le montant est porté au crédit de leur compte ou tenu à leur disposition.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 3 Milliards de Francs

R.C. : Seine N° 55-B-11.103 — N° B.F. : 49

RAPPORT

ADRESSÉ PAR LE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

A LA COMMISSION DE CONTROLE DES BANQUES

BILANS AU 31 DÉCEMBRE 1957

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

RAPPORTS DE MM. LES COMMISSAIRES

IMPRIMERIE CHAIX — PARIS

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. GAUSSEL (Georges), *Président.*

FARNIER (Charles), *Vice-Président, Directeur Général.*

LAURENT (Charles), *Vice-Président.*

BOISSARD (Henri), *Administrateur.*

DAVEZAC (Henry), —

GONON (Maurice), —

JAMET (Adrien), —

LONDOCHE (Henri), —

MASSOT (René), —

PERNOT (Alexandre), —

POILAY (Edwin), —

VIGUIÉ (René), —

CENSEUR

M. HUGUES (André).

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MM. BOUVIER (André).

LELEU (Raymond).

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

à la commission de contrôle des banques

Conformément à l'article 10 de la loi du 2 décembre 1945, nous avons l'honneur de vous adresser notre bilan arrêté au 31 décembre dernier et le compte de profits et pertes de l'exercice 1957.

L'année qui vient de s'écouler n'a pas apporté de détente durable dans les rapports entre les nations. Les progrès de la science ont été mis en évidence de façon spectaculaire; leurs conséquences dans le domaine économique ont moins retenu l'attention que leur utilisation possible à des fins stratégiques, inséparable des problèmes politiques dont dépend la paix du monde. A ce double point de vue ils ouvrent des perspectives nouvelles dont il est encore trop tôt pour mesurer l'étendue.

Dans ce climat d'incertitude générale, la conjoncture a peu à peu évolué. Commencée sous le signe de la prospérité, l'année s'est terminée dans l'inquiétude. Les pressions inflationnistes se sont aggravées. Sous l'influence des mesures qu'elles ont commandées, la production a plafonné, parfois même diminué. Le déséquilibre du commerce mondial s'est accentué. Dans la zone sterling et dans la plupart des pays européens les réserves de

change se sont amenuisées au profit des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale, où elles s'accumulent au point de devenir pléthoriques. Tant qu'elle se perpétuera, cette situation rendra impossible le retour à la convertibilité des monnaies.

Le fléchissement des cours s'est étendu à toutes les matières premières. Il a été particulièrement marqué pour les métaux non ferreux dont le gouvernement américain a jugé suffisants les stocks stratégiques déjà constitués et dont il a, de ce fait, cessé de se porter acheteur. Le cuivre, en particulier, a baissé à nouveau ; par rapport au maximum coté en mars 1956, il a perdu à Londres plus de la moitié de son prix. Celui de la laine, dont les quantités disponibles s'accroissent régulièrement, a faibli après l'ouverture de la campagne. Celui du blé a évolué de la même façon. Le marché du coton s'assainit lentement par suite d'une récolte qui semble être tombée au niveau le plus bas des cinq dernières années. Le pétrole s'est ressenti de la diminution de la demande mondiale. Une reprise se dessine dans le commerce du cacao, tandis qu'aucun symptôme d'amélioration ne se manifeste sur celui du café malgré des efforts d'organisation.

Aux Etats-Unis, l'activité économique a décliné plus qu'ailleurs. Peu sensible au cours des premiers mois, le phénomène s'est accentué à l'automne. Bien que la consommation se soit maintenue au même niveau que l'année précédente, les ordres en carnet se sont éclaircis. Les entreprises ont continué à s'équiper pour produire davantage et à meilleur compte. Les prix de gros sont restés stables, mais le coût de la vie a monté, entraînant les salaires. Les marges bénéficiaires se sont amenuisées. Au moment où survient la dépression, l'appareil industriel se révèle excessif et les nouveaux investissements difficilement rentables : au mois de décembre, sur chaque tonne d'acier produite, il fallait amortir un matériel capable d'en produire deux. Le coût du crédit a découragé les constructions de logements et le nombre des maisons mises en chantier a diminué au point qu'il faut remonter plusieurs années en arrière pour le retrouver aussi faible. Le taux d'escompte a été relevé, puis rétabli tardivement à son niveau antérieur ; les contrôles

monétaires ont été progressivement assouplis, mais le sens général de l'évolution économique n'a pas été modifié pour autant. Le chômage s'est accru ; il a gagné le secteur, jusque-là relativement privilégié, des industries qui produisent des biens de consommation durables. Bien que la durée du travail et les cadences de fabrication aient été réduites, les usines d'automobiles, malgré un recours accru aux ventes à crédit, ne sont pas parvenues à écouler entièrement leur production et le parc de voitures invendues atteint une importance inhabituelle. A la bourse de New York, les cours des valeurs ont en moyenne baissé de 12 %.

L'expansion s'est poursuivie dans la plupart des pays d'Europe. Vers la fin de l'année, son rythme a tendu à se ralentir notamment à la suite des mesures adoptées pour modérer la demande. Le crédit a renchéri. Sur le marché des produits industriels l'écart entre les coûts de production relativement stables et les prix de vente en baisse a plus ou moins fléchi. Dans les cas extrêmes, la rentabilité des fabrications s'est trouvée compromise. Les préoccupations que cause une telle évolution s'ajoutent aux problèmes que fait naître l'institution progressive d'un marché commun entre les six états de l'Europe occidentale à partir du 1^{er} janvier 1958. Si, à long terme, la libre circulation des marchandises et des capitaux doit sans aucun doute stimuler la production et élever les niveaux de vie, l'élargissement de la concurrence et la naissance de nouveaux courants commerciaux vont, pendant une période de transition, profondément modifier, voire bouleverser, l'activité économique des pays intéressés. L'adaptation des entreprises à ces conditions nouvelles exigera des efforts impliquant d'importants investissements.

Tout au long de l'année, le gouvernement du Royaume-Uni s'est attaché à défendre sa monnaie menacée par la hausse des prix intérieurs et par des mouvements spéculatifs de capitaux à court terme. Des relèvements de salaires ont été accordés, mais il s'en est fallu que toutes les revendications aient été satisfaites. Les crédits bancaires ont été freinés, les investissements publics réduits, les achats de valeurs étrangères contrôlés. Aux

attaques contre la livre sterling a été opposée au mois de septembre la parade traditionnelle : relevé de deux points le taux de l'escompte a été porté à 7 %, niveau qui n'avait jamais été atteint depuis 1920. Quelques rentrées de devises se sont produites au cours du quatrième trimestre et la balance des paiements courants s'est améliorée ; cependant les réserves de change auraient encore diminué sans l'appoint de crédits extérieurs. Les différents secteurs de l'économie britannique ont évolué diversement. L'extraction houillère a fléchi et les stocks sur le carreau des mines se sont accrus. L'activité de la construction électrique s'est ralentie. Si le tonnage des navires lancés n'a pas baissé, il en va autrement des mises en chantier. Le chômage s'est un peu aggravé. Mais des points de résistance sont apparus. Le trafic maritime est resté stable. La production d'acier a augmenté. L'industrie automobile a exporté davantage tout en livrant plus de véhicules sur le marché intérieur. Les ventes à l'étranger se sont améliorées bien que certains pays de la zone sterling dont les ressources ont été affectées par la baisse des matières premières aient réduit leurs achats.

L'Allemagne a maintenu et accentué les progrès qu'elle avait réalisés les années précédentes. La production sidérurgique s'est accrue. L'industrie automobile a battu ses records ; elle garde le premier rang dans le monde pour le nombre et le pourcentage de voitures exportées. En revanche, il a été construit moins d'immeubles d'habitation. Les salaires, les pensions, les prestations sociales ont été relevés, la durée du travail a été raccourcie ; les conséquences ont été compensées par un accroissement de la productivité. Les prix sont restés plus stables que dans d'autres pays ; cependant le coût de la vie a légèrement haussé. Les dépenses d'armement ne représentent encore qu'une faible charge ; elles sont appelées à s'alourdir progressivement. Le commerce extérieur a prospéré ; l'excédent des ventes à l'étranger sur les achats a augmenté de moitié. Les réserves d'or et de devises n'ont cessé de croître. En contrepartie les liquidités se sont accumulées dans les banques dont les autorités monétaires se sont attachées à réduire les capacités de crédit. Un tel déséquilibre ne pose d'ailleurs pas seulement des problèmes intérieurs ; il influe sur les transactions internationales. S'il

n'y était porté remède, il ferait obstacle à la libération des échanges au sein de l'Europe.

La France a édifié une des économies les plus dynamiques du continent sur une monnaie fragile. La crise qui a éclaté en 1957 tire son origine d'une politique financière et économique empreinte de plus de facilité que de réalisme. Elle n'a été provisoirement conjurée que par une nouvelle amputation du franc. L'opinion semble se résigner à la détérioration progressive de la monnaie qui, malgré quelques périodes de rémission, se poursuit depuis quarante ans, mais un pays, qui semble avoir perdu le ressort nécessaire pour prendre des mesures de redressement et pour s'y tenir en s'imposant un effort durable, use petit à petit le prestige qu'il s'était acquis au cours de l'histoire.

Les signes de vitalité et de prospérité n'ont cependant pas manqué au cours de l'année.

L'agriculture a bénéficié en général de conditions favorables et en particulier d'une récolte de blé relativement abondante. La rémunération au quintal a été réduite : d'une part le prix légal a été abaissé et d'autre part des cotisations croissant en fonction des quantités commercialisées ont été à nouveau mises à la charge des producteurs. Les livraisons d'orge et de maïs ont dépassé la moyenne. La production du riz en Camargue a augmenté d'un cinquième ; elle devrait couvrir les besoins de la population dans un proche avenir. Celle des betteraves industrielles grâce à l'amélioration des rendements a été peu affectée par la réduction des emblavements ; la teneur en sucre semble s'être légèrement relevée. Le vignoble a souffert des gelées du printemps ; la récolte a baissé de près de moitié sur l'ensemble du territoire, des trois quarts en Champagne ; l'Afrique du nord n'a pas fourni son contingent habituel ; les prix à la propriété ont plus que doublé avant d'être bloqués. Le verger, lui aussi, a été très éprouvé. Les cultures fourragères ont assuré l'alimentation d'un troupeau qui ne s'accroît que lentement ; les disponibilités en viande de boucherie ont encore laissé à désirer ; comme la hausse des prix ne décourageait pas les consommateurs, il a fallu recourir

à des importations. L'organisation des marchés agricoles a progressé ; un plan de cinq ans prévoyant pour les principales denrées un système de prix indexés sur certains repères économiques a été adopté ; il a pour objet de permettre aux cultivateurs d'orienter leur production vers un meilleur équilibre.

L'activité industrielle s'est développée selon un rythme régulier pour culminer à la fin de l'année et un gros effort a été demandé au secteur énergétique. Les progrès techniques et l'accroissement des effectifs ont facilité l'extraction du charbon. Les centrales électriques ont accru leur part. De nouvelles piles atomiques s'édifient ; elles distribueront prochainement aux réseaux le premier courant d'origine nucléaire. Le tonnage de pétrole brut extrait des puits métropolitains et africains a augmenté. Le gaz de Lacq a fait son apparition sur le marché. Les travaux de prospection ont été intensifiés. Les résultats des sondages au Sahara ont dépassé les espoirs, mais les problèmes que pose l'évacuation de l'huile ne sont pas encore résolus. La mise en valeur industrielle de l'Afrique noire débute seulement ; ses richesses ont suscité des projets grandioses, suivis déjà de quelques commencements de réalisation ; les financements exigeront des capitaux considérables dont la réunion devra être assurée en même temps que la satisfaction des besoins de l'industrie métropolitaine.

La sidérurgie a augmenté ses fabrications ; elle vend son métal à un prix inférieur à ceux des autres pays de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et ne dispose ainsi que de marges plus réduites pour ses amortissements et le développement de sa production.

Les usines d'automobiles ont accru les cadences de leurs livraisons pour satisfaire des demandes que la hausse de l'essence et des frais accessoires n'a pas empêché de croître ; en vertu d'un accord conclu avec les administrations compétentes l'excédent de la production par rapport à 1956 devait, à concurrence des deux tiers, être exporté ; l'engagement a été tenu et au-delà. La construction électrique et mécanique a confirmé sa valeur technique et son esprit d'entreprise, mais le blocage des prix a parfois compromis

son équilibre financier. L'activité n'a cessé de régner dans les divers secteurs de l'industrie chimique, notamment dans celui des produits organiques ; le tonnage de matières plastiques livré aux utilisateurs a augmenté. Dans le textile la situation s'est améliorée au cours du premier semestre ; un ralentissement s'est ensuite manifesté. S'il a été fabriqué davantage de filés de laine, les ventes ne se sont pas développées à la même cadence et les stocks se sont accrus. L'industrie du coton a poursuivi son redressement. Celle des textiles artificiels a trouvé sur le marché intérieur une compensation à la diminution des achats étrangers. Bien que les commandes nouvelles aient été plus rares, les chantiers navals ont encore travaillé activement. Le coût de la construction s'est élevé. La consolidation des prêts accordés pour remédier à la crise du logement se heurte à des difficultés : pour les résoudre le législateur a institué une caisse qui est autorisée à émettre des emprunts à moyen et à long terme et pourra recevoir la contrevaletur des crédits extérieurs obtenus par le Trésor. La situation monétaire a amené le gouvernement à resserrer sa politique immobilière qui visait cependant à satisfaire un besoin élémentaire. En particulier les primes ont été réduites. De ce fait, et bien que le nombre d'habitations terminées au cours de l'année ait augmenté, une tendance au ralentissement est apparue dans l'industrie du bâtiment. Ainsi se confirme-t-il qu'il faudra beaucoup de temps pour réparer quarante années d'erreurs.

Pour pallier la pénurie de main-d'œuvre, l'immigration a été encouragée. La durée moyenne du travail s'est accrue. La suppression des subventions et des détaxations dont bénéficiaient certaines denrées de première nécessité a accéléré la hausse des prix ; celle-ci a entraîné le relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti et d'une façon générale des rémunérations perçues par les ouvriers, les employés et les cadres. Le système de l'échelle mobile a été modifié ; deux indices nouveaux ont remplacé celui des prix à la consommation familiale.

Le commerce extérieur a traversé une crise due au fait que les exportations se sont accrues moins vite que les importations. Ce phénomène

s'est trouvé aggravé cette année par la charge croissante des opérations en Algérie qui absorbent une partie des ressources nationales et, de plus, rendent nécessaire l'acquisition de matériel militaire à l'étranger. Alors que la guerre d'Indochine, financée partiellement par les Etats-Unis, provoquait des entrées de dollars, l'Afrique du nord, au contraire, creuse un déficit non seulement dans le budget de l'Etat, mais encore dans la trésorerie en devises. L'importance et la persistance du déséquilibre jointes aux retards apportés au rapatriement des fonds par les exportateurs, ont entamé les réserves de change et la France s'est trouvée menacée de ne plus pouvoir régler ses achats extérieurs. Pour échapper à ce danger qui exposait au chômage les entreprises travaillant avec des matières premières d'origine étrangère, le gouvernement a pris des mesures dont la rigueur est allée croissant. Les importateurs ont d'abord été invités à déposer en banque une somme égale au quart, puis à la moitié des achats envisagés par eux. Ultérieurement, la libération des échanges réalisée partiellement et à grand peine au cours des années précédentes a été rapportée d'un seul coup, puis l'institution de prélèvements ou de versements au profit ou à la charge du fonds de stabilisation des changes à l'occasion des règlements avec l'étranger a abouti en fait à dévaluer le franc. De nouveaux avantages ont été consentis aux entreprises qui développent leur chiffre d'affaires avec l'étranger ; la carte d'exportateur créée à cet effet vaut des privilèges spéciaux à ses détenteurs. Ces mesures tardives n'ont pas sensiblement modifié la position de la France au sein de l'Union européenne de paiements où son solde débiteur a augmenté de 30 % en un an. Le déficit de la balance des paiements a dépassé de plus de moitié celui de 1956. Les devises apportées par les touristes n'ont pas compensé celles qu'ont dépensées les Français de plus en plus nombreux qui passent leurs vacances hors de leur pays. Malgré les bonnes intentions des autorités compétentes, la complexité de la réglementation notamment en ce qui concerne les bons d'essence, en décourageant les étrangers, porte sans doute une part de responsabilité dans ce résultat.

Les recettes fiscales ont progressé, les dépenses ont fait de même, de

telle sorte que le déficit est resté à peu près constant. Mais sa couverture par des moyens de trésorerie a été plus difficile. Faute de pouvoir suffisamment faire appel au marché des capitaux à long terme, le Trésor a dû recourir aux avances de l'institut d'émission et à des émissions de bons. Dépenses militaires en Algérie, déséquilibre budgétaire, création artificielle de monnaie pour satisfaire les besoins de l'Etat, autant de phénomènes qui ont déclenché une poussée inflationniste, latente depuis plusieurs années. La généralisation même des indexations annonçait cette évolution et en a peut-être accéléré le rythme. Sans doute en essayant de lier au niveau général des prix, les marchandises et les services les plus divers, céréales, betteraves, viandes, emprunts, salaires, s'est-on efforcé de garantir à certaines catégories de la population un pouvoir d'achat plus ou moins constant. Mais, à mesure qu'elles s'étendent, ces mesures, par leur automatisme, provoquent elles-mêmes les hausses contre lesquelles elles entendaient prémunir producteurs et consommateurs.

Les dépôts en banque et le montant des billets en circulation ont continué à s'accroître les premiers plus vite et le second plus lentement que l'an dernier ; au total le rythme auquel les disponibilités monétaires ont augmenté s'est ralenti. Le taux de l'escompte a été porté en deux étapes de 3 % à 5 %. Celui de l'argent au jour le jour a dépassé 10 % en juillet ; il est revenu plus tard à moins de 5 %. Le Trésor n'a pas modifié l'intérêt de ses bons. Sur le marché de l'or, le cours des pièces et plus encore celui du lingot ont monté.

Le gouvernement a mis l'appareil bancaire du pays au service de la lutte contre l'inflation. C'est ainsi que les plafonds de réescompte ont été réduits de 35 % par paliers successifs et que les autorisations préalables auxquelles sont subordonnés les crédits d'un certain montant ont été revisées dans un sens restrictif. Les ressources fournies par l'institut d'émission à l'économie ont donc diminué, alors que les besoins de crédits ne cessaient de croître.

Les banques ne peuvent plus augmenter ni même simplement conserver

leurs moyens d'action qu'en recueillant de nouveaux dépôts dont le quart est d'ailleurs obligatoirement investi en bons du Trésor. Leur rôle est difficile. Sans avoir de responsabilités dans une situation financière dont elles ont depuis longtemps dénoncé les causes, elles portent à l'égard de leurs clients l'impopularité de mesures qui leur sont imposées. Conscientes des conséquences que des restrictions de crédit trop brutales pouvaient entraîner pour certaines entreprises, elles se sont efforcées d'appliquer avec souplesse les consignes qui leur étaient données et elles ont recouru assez largement au cours de l'été au réescompte hors plafond à hauteur de la marge de sécurité admise par la Banque de France, et même au-delà, à des taux de 7 % ou de 10 %. Les charges de trésorerie ont ainsi dans une large mesure compensé les bénéfices supplémentaires que devaient leur valoir les nouveaux taux d'escompte et dont le Parlement s'est ému au point d'en établir la taxation à un taux effectif de 90,6 %. La profession a une fois de plus constaté à l'occasion de ces événements combien étaient mal comprises de l'opinion et des pouvoirs publics eux-mêmes les conditions dans lesquelles s'exerce son activité.

Le soin avec lequel notre établissement a toujours étudié les demandes de concours, la sagesse et la prudence avec lesquelles il s'attache traditionnellement à n'ouvrir des crédits qu'à des entreprises bien gérées et pour des objets économiquement fondés, rendaient sa tâche particulièrement difficile, puisque les restrictions imposées par les autorités monétaires revêtaient un caractère essentiellement quantitatif sans relation avec la qualité des signatures ni la destination des fonds. Nous avons accepté d'accroître passagèrement nos charges de trésorerie afin de prendre le temps de rechercher avec nos clients les meilleurs moyens d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement.

Les dépôts de nos clients ont augmenté en dépit de l'apparence des chiffres de nos bilans : la comparaison de ceux-ci est en effet faussée par le fait que l'échéance du 31 décembre 1956 avait été reportée. L'escompte commercial est demeuré l'activité de prédilection qu'annonce notre raison

sociale. Bien qu'elles aient été gênées par l'obligation de verser au fonds de stabilisation des changes à partir du mois de mars une fraction croissante de nos avoirs en devises de l'Union européenne de paiements et à la fin du mois de décembre près du tiers de nos disponibilités en dollars des Etats-Unis, nos opérations de change et notamment les arbitrages avec nos correspondants étrangers se sont accrus. Notre service du commerce extérieur a aidé beaucoup d'entreprises dans leurs efforts en vue de développer leurs exportations ; il a pris part à l'étude de nombreux projets intéressants notamment l'Inde, l'Australie, la Pologne et l'Argentine. De nouvelles sociétés d'études ou de développement régional ont vu le jour ; nous participons au capital de plusieurs d'entre elles et nous exerçons dans leur conseil les fonctions soit d'administrateur, soit de censeur.

Notre département des affaires financières a été actif. L'Etat n'a procédé qu'à une émission de bons à prime indexée. Mais les établissements du secteur semi-public ont fait appel au marché financier pour des montants en augmentation par rapport à l'année précédente ; nous avons ainsi prêté notre concours au Crédit foncier de France, au Crédit national, à l'Electricité de France, aux Charbonnages de France, à la Société nationale des chemins de fer français, à la Régie nationale des usines Renault, à la Compagnie nationale du Rhône et à plusieurs groupements. Les cours des valeurs à revenu fixe font ressortir une hausse des rendements qui a retenti sur les conditions d'émission et conduit à recourir aux formules d'indexation et de participation non seulement les sociétés privées qui usent de plus en plus de cette formule, mais encore les entreprises nationales qui semblaient y avoir renoncé. Quelques émissions d'obligations convertibles en actions ont été réservées aux actionnaires. De nombreuses sociétés ont augmenté leur capital ; l'engouement dont a bénéficié le secteur du pétrole a permis de financer de cette façon les travaux de prospection tant en France que dans l'Union française. Nous avons contribué à placer dans le public les certificats pétroliers émis par la Caisse des dépôts et consignations en représentation des actions de la Société française des pétroles et de la Société des pétroles d'Aquitaine que détiennent l'Etat ou le Bureau de recherches du pétrole.

L'activité n'a pas cessé de régner à la bourse, mais la tendance a varié dans le temps et selon les compartiments. La hausse qui a prévalu d'une façon générale jusqu'au mois d'août, a porté de nombreuses valeurs à des cours qui ne répondaient plus à leur rendement ; une fois acquise la dévaluation de fait, le fléchissement des matières premières, les indices de récession aux Etats-Unis ont entraîné un mouvement de baisse assez brutal suivi d'une légère reprise en fin d'année. Les titres français conservent finalement des plus-values, tandis que les valeurs étrangères, malgré les niveaux élevés atteints par la devise-titre, ont été moins favorisées. Les excès commis dans le secteur du pétrole ont été partiellement corrigés. Les opérations à terme se sont développées.

Nous continuons à reviser notre organisation intérieure en vue de réduire nos frais généraux. Nous avons achevé la centralisation de nos conservations de province : désormais tous les titres qui nous sont confiés en dépôt par les clients de nos sièges métropolitains sont détenus par deux centres spécialisés, l'un à Paris et l'autre à La Roche-sur-Yon. Les opérations de gestion s'y effectuent dans des conditions de rentabilité améliorées. Seule l'agence de Monte-Carlo pour des raisons de législation fiscale continue à fonctionner selon le régime antérieur. Nous nous sommes efforcés de rajeunir nos méthodes de travail en vue de hâter l'établissement des situations périodiques et du bilan et nous avons mis à l'étude l'emploi des matériels électroniques les plus modernes.

Nous nous attachons à accroître le nombre de nos guichets en vue de collecter de nouveaux dépôts. Avec l'autorisation du conseil national du crédit, nous avons installé des sièges permanents à Vitry-sur-Seine, ainsi qu'au Puy et à Vendôme où nous avons racheté les fonds de commerce de deux banques locales ; nous avons persévéré dans la politique que nous avons adoptée depuis plusieurs années en ouvrant de nombreux bureaux périodiques. Nos agences sinistrées du Havre, de Boulogne-sur-Mer et de Lorient dont la reconstruction avait été retardée par des lenteurs administratives ont pu enfin s'installer dans des locaux neufs bien adaptés aux néces-

sités de leur exploitation. Tant à Paris qu'en province, nous avons continué à aménager nos immeubles en vue d'en améliorer l'aspect extérieur et la disposition intérieure.

A Madagascar, la situation ne paraît pas encore stabilisée en dépit du grand désir de tous d'appliquer loyalement les réformes récemment intervenues. L'incertitude qui règne dans tous les domaines paralyse les initiatives. Les récoltes ont été en général plus faibles que l'an passé, les profits ont diminué et les investissements publics et privés qui avaient pendant tant d'années soutenu le commerce malgache ont été en grande partie arrêtés. Seules les compagnies de pétrole poursuivent leurs programmes d'installations. Nos agences se sont inclinées devant les consignes de limitation des crédits formulées par l'institut d'émission, tout en conservant leur concours à leur fidèle clientèle.

Notre département des relations étrangères a accru son volume d'affaires notamment avec l'Italie et plusieurs pays de l'Amérique du Sud ainsi qu'avec la communauté européenne du charbon et de l'acier. En publiant de nouveaux bulletins à l'usage des exportateurs français et en mettant à jour ceux qui avaient paru au cours des dernières années, il a continué à seconder les efforts des entreprises qui cherchent à développer leurs ventes à l'étranger.

En Tunisie, les événements qui se sont déroulés n'ont pas permis de tirer pleinement parti d'une situation économique favorable. Les récoltes d'huile et de céréales ont été satisfaisantes, les prix ont été stabilisés grâce aux mesures prises par le gouvernement. Nos agences ont amélioré leurs résultats, tout en se montrant prudentes dans un climat bien incertain.

La Belgique a pu conserver une situation financière exceptionnellement stable. Si l'institut d'émission a majoré en juillet son taux de 1 %, c'est plus pour éviter une trop grande disparité avec les taux de pays voisins que pour porter remède à la situation du marché. Le statut du franc belge a été renforcé par les réformes d'avril et de novembre. Les majorations d'intérêt consenties par les banques en fonction du taux de l'escompte ont attiré les

capitaux vers un pays où la monnaie se trouvait ainsi défendue. Notre agence de Bruxelles a accueilli des dépôts plus importants et, grâce aux efforts qu'elle a déployés, ses comptes se sont très sensiblement redressés.

L'agence de Londres, qui a été si longtemps et notamment pendant la guerre de 1940, le centre financier de nos diverses agences du groupe sterling, ne conserve pratiquement plus de contact étroit qu'avec l'Australie et à un moindre degré avec l'Inde. Ses relations avec nos agences dans ces pays sont elles-mêmes rendues difficiles par la disparité des taux avec la métropole. Notre agence, privée en partie de ses relations traditionnelles, s'est efforcée de trouver sur le marché anglais des clients directs ; de plus, de nombreuses entreprises françaises installées en Angleterre lui ont demandé des concours qu'elle a été heureuse de pouvoir leur accorder. Les opérations de placement temporaire de capitaux français attirés par l'élévation des taux eussent été également très actives si les reprises régulières du fonds de stabilisation n'avaient mis obstacle à la consolidation des dépôts des banques. Notre agence de Londres a, grâce à ces diverses opérations, obtenu des résultats satisfaisants.

L'Inde a connu une année d'épreuves. Le problème des finances extérieures a constitué la préoccupation majeure d'un gouvernement qui, après avoir engagé le second plan quinquennal, a dû contrôler très sévèrement les importations à partir de la fin du premier semestre. La recherche de crédits à l'étranger et notamment aux Etats-Unis, a été indispensable pour accroître les ressources en devises. Les investissements précédemment réalisés commencent à porter leurs fruits, la production agricole et industrielle se développe, mais l'accroissement de la population est tel que le revenu national par tête n'a que très faiblement augmenté. Nos agences de Bombay et de Calcutta, qui continuent à réaliser des profits, ont travaillé activement avec une clientèle locale qui leur est fidèle. Elles ont aidé aussi les firmes françaises de plus en plus nombreuses désirant participer aux compétitions commerciales, malheureusement ralenties aujourd'hui, qui seront nécessaires pour couvrir les besoins de cet immense territoire.

En Australie, jamais les ventes de laine n'ont atteint un volume aussi important. La France n'en est pas moins passée au troisième rang parmi les acheteurs lainiers derrière la Grande-Bretagne et le Japon. Les industriels français s'efforcent de pénétrer sur ce marché en dépit des obstacles qu'ils rencontrent, les constructeurs d'automobiles notamment y ont réussi. Nos agences sont toujours bénéficiaires. Elles ont prêté leur concours à une clientèle ancienne et fidèle de Roubaix-Tourcoing et de Belgique, en même temps qu'elles donnaient leur appui aux importateurs français de matériel et de services.

Nous n'oublions pas nos agences d'Egypte, nationalisées depuis le 14 janvier 1957, avec lesquelles nous ne pouvons plus entretenir de contact. Les négociations entamées pour définir l'indemnité qui nous est due n'ont pas encore abouti. Notre établissement a participé activement aux deux opérations de compensation qui ont permis d'importer en France du coton égyptien.

La French American Banking Corporation a joué un rôle actif dans le financement des échanges entre la France et les Etats-Unis.

Nos relations avec les organisations syndicales du personnel ont été troublées au cours de l'été par une grève prolongée, déclenchée dans l'ensemble de la profession. De nombreux agents sont restés à leur poste. Cette épreuve leur a imposé ainsi qu'à nos cadres des efforts particuliers dont nous leur sommes reconnaissants. Tous nos guichets de Paris et de banlieue ont pu être maintenus constamment ouverts. Nous ne méconnaissons pas, d'autre part, le zèle avec lequel, après la reprise du travail, chacun a contribué, par un effort soutenu, à la mise à jour de nos services intérieurs. Les accords signés le 26 juillet et le 10 décembre par l'Association professionnelle des banques et les organisations syndicales ont augmenté les salaires soit directement, soit indirectement en améliorant les bonifications d'ancienneté ou les rémunérations minima en début de carrière. Le personnel a en outre bénéficié de diverses allocations non prévues par la convention

collective et de la prime de bilan par laquelle depuis plusieurs années nous nous efforçons de reconnaître l'activité qu'il a déployée au service de notre maison. Comme chaque année le Comité central d'entreprise a tenu trois sessions ; les comités d'établissement se réunissent régulièrement. Les œuvres sociales rendent des services appréciés ; la plus populaire reste celle de nos cinq colonies de vacances qui ont accueilli au total 1.170 enfants. Nous avons continué nos efforts en vue de procurer des habitations décentes aux familles les plus éprouvées par la crise du logement.

Le bilan analysé par nos commissaires a été établi avec toute la prudence qui est dans nos traditions. Toutes les créances reconnues douteuses, les acquisitions d'immeubles, les dépenses d'aménagement de notre siège social et de nos agences, les achats et installations de matériel ont été amortis.

La valeur réelle de notre portefeuille-titres demeure très supérieure au montant pour lequel il figure au bilan.

Malgré les réductions successives des plafonds de réescompte à la Banque de France, nous avons toujours maintenu la liquidité de notre trésorerie.

Compte tenu des frais généraux et des charges de toute nature, amortissements et dotations aux comptes de provisions, notre compte de profits et pertes présente un solde créditeur de 347.034.611 francs comprenant la totalité des résultats obtenus tant par nos sièges de France et de Madagascar que par nos agences d'Angleterre, d'Australie, de Belgique, d'Inde, de Monaco et de Tunisie.

Après déduction de l'intérêt minimum de 3 % garanti par l'article 8 de la loi du 2 décembre 1945 modifié par la loi du 17 mai 1946, soit 44.395.545 francs correspondant à une attribution de 67,59 francs au profit de chacune des 656.836 parts bénéficiaires non amorties, il reste à répartir un solde bénéficiaire de 302.639.066 francs auquel nous vous proposons

de donner les affectations suivantes, conformément à l'article 26 de nos statuts :

— A la réserve statutaire : 5 % de 302.639.066..Fr.	15.131.953
— Aux parts bénéficiaires, un supplément du minimum d'intérêt garanti : 107,41 francs par part, pour porter le total de l'attribution à 175 francs brut, ce qui représente	Fr. 70.550.755
— Aux 800.000 actions de 3.750 francs transférées à l'Etat	Fr. 150.000.000
— Au conseil d'administration	Fr. 4.000.000

Les droits des parts de fondateur ont été calculés selon les stipulations des articles 40 et 41 des anciens statuts visés au premier paragraphe de l'article 26 des nouveaux statuts ; un dividende brut de 153,416 francs reviendra à chacune des 15.076 parts restant en circulation et cette répartition absorbera un montant de 2.312.900 francs.

Il restera un reliquat disponible de 60.643.458 francs qui s'ajoutera au solde du report à nouveau des exercices précédents, lequel passera de 185.248.284 francs à 245.891.742 francs.

Les mandats de MM. Henri BOISSARD, Charles LAURENT et Henri LONDOCHE, administrateurs, ont été renouvelés.

Nous avons eu la tristesse de voir disparaître, au mois de juillet, un de nos commissaires, M. François MARBEAU, qui exerçait ses fonctions depuis 1936 ; sa conscience professionnelle lui avait gagné l'estime de tous ; son souvenir restera vivant chez ceux qui l'ont connu.

Par arrêté du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, en date du 28 mars 1958, M. André BOUVIER, commissaire agréé auprès de la cour d'appel de Paris, a été nommé à sa place.

RAPPORT DES COMMISSAIRES
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 1957

MESSIEURS,

Nous tenons à rendre hommage, tout d'abord, à la mémoire de notre regretté collègue M. François MARBEAU, décédé au cours de l'année 1957. Ayant eu à collaborer avec M. MARBEAU à divers titres, nous avons pu apprécier sa parfaite courtoisie et sa haute compétence; il ne laisse que des regrets.

* * *

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1957, nous avons l'honneur de rendre compte de l'exécution de notre mandat de Commissaires aux comptes, mandat qui a été renouvelé par arrêté de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques en date du 5 août 1955 (J. O., 11 août 1955), M. MARBEAU ayant été remplacé par M. André BOUVIER par arrêté du 28 mars 1958.

Le bilan au 31 décembre 1957, établi conformément aux prescriptions de la Commission de Contrôle des Banques, présente un total deFr. 359.349.586.926
contre, en 1956..... 329.581.727.908

soit une augmentation de.....Fr. 29.767.859.018

Cette augmentation provient du développement de l'exploitation; elle est affectée par le fait que le bilan au 31 décembre 1956 comportait

le report intégral de l'échéance, alors que celui au 31 décembre 1957 ne comporte qu'un report partiel, et également du chef de la modification du chiffrage des comptes en devises par suite de l'opération monétaire résultant du décret du 10 août 1957.

Pour les agences qui exploitaient en Égypte il n'a été apporté aucune modification par rapport au bilan précédent.

Le compte Pertes et Profits qui, comme précédemment et conformément aux dispositions de l'article 8 du décret du 31 août 1937, fait apparaître les diverses provenances des bénéfices de l'exercice, accuse cette année, à son crédit, avant l'inscription du solde reporté des exercices précédents, un solde bénéficiaire de.....Fr. 347.034.611
contre, en 1956..... 326.896.736

Il ressort donc, pour 1957, une augmentation deFr. 20.137.875

Les provenances de la somme de 347.034.611 francs sont ainsi exprimées dans le compte Pertes et Profits, compte tenu des charges, amortissements et provisions :

Exploitation	Fr. 220.609.082
Portefeuille-titres et participations.....	92.520.018
Immeubles	33.905.511

comme ci-dessus.....Fr. 347.034.611

Par rapport à 1956, on dégage une diminution de 5.089.052 francs sur le résultat de la branche « Exploitation » et de 7.600.863 francs sur les revenus des « Immeubles ». Par contre, on constate une augmentation de 32.827.790 francs sur les produits du « Portefeuille-titres et Participations ».

Les créances litigieuses ont été amorties intégralement et les créances douteuses ont fait l'objet de provisions justifiées.

Suivant les principes observés pour les exercices antérieurs, les rubriques « Portefeuille-titres » et « Immeubles » n'ont supporté aucune quote-part de frais généraux.

Les 842.098 parts bénéficiaires, dont l'origine a été commentée dans le rapport sur le bilan de 1946, se sont trouvées ramenées, après le rachat du 1^{er} janvier 1957, au nombre de 656.836.

Ces parts bénéficiaires, conformément à la loi du 2 décembre 1945 modifiée par celle du 17 mai 1946, ont droit chacune à une répartition fixée par le Conseil, qui ne peut être inférieure au dividende distribué à l'action pour l'exercice 1944, ou à 3 % de 2.253 francs, montant de sa valeur de rachat. Ce minimum brut de 67 fr. 59 est garanti par l'État et constitue, aux termes de l'article 8 de la loi du 2 décembre 1945, une charge d'exploitation.

Déduction faite de cet intérêt minimum de 3 % qui s'élève à 44.395.545 francs, il reste à affecter un solde de 302.639.066 francs dont le projet de répartition comporte :

L'attribution de 5 % au fonds de Réserve légale	Fr. 15.131.953
Une attribution supplémentaire de 107 fr. 41 aux 656.836 parts bénéficiaires non amorties au 31 décembre 1957.....	70.550.755
Attribution aux 800.000 actions au nominal chacune de 3.750 francs transférées à l'État.....	150.000.000
Attribution au Conseil d'administration.....	4.000.000
Attribution, conformément aux statuts, à chacune des 15.076 parts de fondateur restant en circulation, de 153 fr. 416.....	2.312.900
Report à nouveau.....	60.643.458
TOTAL ÉGAL.....Fr.	<u>302.639.066</u>

Le reliquat portera le Report à nouveau de 185.248.284 francs à 245.891.742 francs.

Pour compléter les explications qui précèdent, nous indiquons ci-après les mouvements des différents postes du bilan et éventuellement leurs particularités.

A l'Actif :

Le poste « Caisse, Trésor Public, Banques d'émission » figure pour 14.317.435.363 francs au lieu de 16.004.049.929 francs. Le poste « Banques et Correspondants » ressort à 30.026.689.646 francs, accusant une augmentation de 5.926.467.294 francs.

C'est également une augmentation qui se dégage du poste « Portefeuille-effets » qui passe de 224.701.764.269 francs à 230.961.953.907 francs. Le réescompte a été calculé en tenant compte des taux en vigueur.

Le compte « Coupons » présente une augmentation en s'élevant de 805.079.384 francs à 1.069.002.044 francs.

Les « Comptes courants » débiteurs sont, à 45.767.519.134 francs, en accroissement de 6.024.168.895 francs.

L'ensemble des « Avances garanties » passe de 8.324.009.904 francs à 9.136.657.274 francs et les « Avances et débiteurs divers » de 4.169.428.461 francs à 13.693.069.430 francs.

Les « Débiteurs par acceptations » qui ont leur exacte contrepartie au passif dans le poste « Acceptations à payer » s'élèvent à 10.596.726.541 francs contre 8.918.842.589 francs.

Le poste « Titres » est de 2.022.043.488 francs, soit une augmentation de 397.568.670 francs correspondant d'une part à de nouvelles entrées en portefeuille et d'autre part à une réévaluation complémentaire dont la contrepartie est portée au passif à un compte « Réserve spéciale de réévaluation ».

Les « Comptes d'ordre et divers » débiteurs s'élèvent à 1.713.490.099 francs contre 1.145.505.963 francs.

Le poste « Immeubles et mobilier » demeure au montant de l'an dernier, soit 45 millions de francs, après amortissement des acquisitions de l'année.

Au Passif :

Les « Comptes de chèques » s'accroissent de 3.571.506.846 francs, se trouvant ainsi portés à 96.167.721.372 francs. Les « Comptes courants » en diminution de 21.616.422.619 francs s'inscrivent pour 110.110.127.047 francs. Les « Banques et Correspondants » s'élèvent à 46.610.748.972 francs, contre 32.262.551.281 francs. Les « Comptes exigibles après encaissement » sont portés à 20.945.689.290 francs contre 13.126.888.645 francs.

Les « Crédeurs divers » ressortent à 33.249.475.929 francs soit, par rapport à l'an dernier, une augmentation de 6.708.079.631 francs. Ce poste comporte cette année la provision pour impôts qui figurait précédemment sous « Compte d'ordre ».

Les « Dividendes restant à payer » représentent 5.884.311 francs et le poste « Bons et Comptes à échéance fixe » est en augmentation de 15.005.081.917 francs.

Les « Comptes d'ordre et divers » créditeurs passent à 8.181.238.203 francs, ils comportent notamment la « Réserve spéciale de réévaluation ».

Le poste « Réserves » passe de 516.841.413 francs à 530.909.555 francs ; cette augmentation provient de la dotation faite à la réserve légale au titre de l'exercice 1956.

Hors-Bilan, les « Engagements par cautions et avals » et les « Ouvertures de crédits confirmés » accusent les uns et les autres des augmen-

tations respectives de plus de 15 milliards et près de 3 milliards, et les effets circulant sous endos, une diminution d'environ 18 milliards.

Nous avons déjà commenté au début de ce rapport les diverses rubriques du compte « Pertes et Profits » et indiqué le détail de la répartition proposée dans le rapport du Conseil.

Comme précédemment, nous avons procédé à des contrôles périodiques et, en ce qui concerne l'exercice 1957, les inventaires, le bilan et le compte Pertes et Profits ont fait l'objet par nous des pointages et des vérifications habituels.

En terminant, nous déclarons pouvoir attester la concordance de la comptabilité avec les comptes présentés.

Paris, le 14 avril 1958.

Les Commissaires aux comptes :

A. BOUVIER,
R. LELEU.

RAPPORT SPÉCIAL

DES

COMMISSAIRES AUX COMPTES

(Article 40 de la loi du 24 juillet 1867)

EXERCICE 1957

Au regard des dispositions réglementaires concernant les articles 34 et 40 de la loi du 24 juillet 1867, les renseignements que nous croyons devoir fournir sont les suivants :

Les opérations traitées avec une société ou entreprise dont un administrateur du C.N.E.P. est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, nous ont été régulièrement notifiées. Elles ont pour objet l'octroi de facilités de caisse, de crédits sous diverses formes ou de cautions. Elles ont toutes le caractère d'opérations d'une banque avec sa clientèle et ont été réalisées aux conditions habituelles. Toutes ces opérations ne sont donc mentionnées ici qu'autant que de besoin.

D'autre part, il a été consenti à des membres du Personnel de nouveaux crédits non assortis de la garantie prévue par le décret du 28 mai 1946.

Paris, le 14 avril 1958.

Les Commissaires aux comptes :

A. BOUVIER,
R. LELEU.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1957

avant répartition

ACTIF		PASSIF	
CAISSE, TRÉSOR PUBLIC, BANQUES D'ÉMISSION.....	Fr. 14.317.435.363	COMPTES DE CHÈQUES	Fr. 96.167.721.372
BANQUES ET CORRESPONDANTS.....	30.026.689.646	COMPTES COURANTS	110.110.127.047
PORTEFEUILLE-EFFETS	230.961.953.907	BANQUES ET CORRESPONDANTS	46.610.748.972
COUPONS	1.069.002.044	COMPTES EXIGIBLES APRÈS ENCAISSEMENT	20.945.689.290
COMPTES COURANTS	45.767.519.134	CRÉDITEURS DIVERS	33.249.475.929
AVANCES GARANTIES.....	9.136.657.274	ACCEPTATIONS A PAYER	10.596.726.541
AVANCES ET DÉBITEURS DIVERS	13.693.069.430	DIVIDENDES RESTANT A PAYER.....	5.884.311
DÉBITEURS PAR ACCEPTATIONS.....	10.596.726.541	BONS ET COMPTES A ÉCHÉANCE FIXE...	29.418.782.811
TITRES.....	2.022.043.488	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS.....	8.181.238.203
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1.713.490.099	RÉSERVES	530.909.555
IMMEUBLES ET MOBILIER	45.000.000	CAPITAL	3.000.000.000
		REPORT A NOUVEAU	185.248.284
		BÉNÉFICES DE L'EXERCICE	347.034.611
TOTAL	Fr. 359.349.586.926	TOTAL.....	Fr. 359.349.586.926

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS PAR CAUTIONS ET AVALS.....	Fr. 63.039.908.317
EFFETS ESCOMPTÉS CIRCULANT SOUS NOTRE ENDOS .	68.748.732.583
OUVERTURES DE CRÉDITS CONFIRMÉS.....	36.036.606.335

après répartition

ACTIF		PASSIF	
CAISSE, TRÉSOR PUBLIC, BANQUES D'ÉMISSION	Fr. 14.317.435.363	COMPTES DE CHÈQUES	Fr. 96.167.721.372
BANQUES ET CORRESPONDANTS	30.026.689.646	COMPTES COURANTS	110.110.127.047
PORTEFEUILLE-EFFETS	230.961.953.907	BANQUES ET CORRESPONDANTS.....	46.610.748.972
COUPONS	1.069.002.044	COMPTES EXIGIBLES APRÈS ENCAISSEMENT.	20.945.689.290
COMPTES COURANTS.....	45.767.519.134	CRÉDITEURS DIVERS.....	33.253.475.929
AVANCES GARANTIES.....	9.136.657.274	ACCEPTATIONS A PAYER.....	10.596.726.541
AVANCES ET DÉBITEURS DIVERS.....	13.693.069.430	DIVIDENDES RESTANT A PAYER.....	273.143.511
DÉBITEURS PAR ACCEPTATIONS.....	10.596.726.541	BONS ET COMPTES A ÉCHÉANCE FIXE....	29.418.782.811
TITRES	2.022.043.488	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS.....	8.181.238.203
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS.....	1.713.490.099	RÉSERVES	546.041.508
IMMEUBLES ET MOBILIER	45.000.000	CAPITAL	3.000.000.000
		REPORT A NOUVEAU.....	245.891.742
TOTAL.....	Fr. 359.349.586.926	TOTAL	Fr. 359.349.586.926

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS PAR CAUTIONS ET AVALS.....	Fr. 63.039.908.317
EFFETS ESCOMPTÉS CIRCULANT SOUS NOTRE ENDOS.	68.748.732.583
OUVERTURES DE CRÉDITS CONFIRMÉS.....	36.036.606.335

COMPTE DE PROFITS ET

DÉBIT

ATTRIBUTION AUX PARTS BÉNÉFICIAIRES :	
Intérêt de 3 %, soit : Fr. 67,59 sur 656.836 parts bénéficiaires non amorties (ART. 8 de la loi du 2 décembre 1945)	Fr. 44.395.545
SOLDE BÉNÉFICIAIRE NET	302.639.066
	Fr. 347.034.611
ATTRIBUTION A LA RÉSERVE STATUTAIRE :	
5 % de Fr. 302.639.066	Fr. 15.131.953
ATTRIBUTION AUX PARTS BÉNÉFICIAIRES :	
Attribution supplémentaire Fr. 107,41 par part	70.550.753
ATTRIBUTION AUX ACTIONS TRANSFÉRÉES A L'ÉTAT :	
Sur 800.000 actions de Fr. 3.750.	150.000.000
ATTRIBUTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4.000.000
ATTRIBUTION AUX PARTS DE FONDATEUR, conformément aux statuts, soit Fr. 153,416 sur 15.076 parts de fondateur restant en circulation	2.312.900
REPORT A NOUVEAU	60.643.458
	Fr. 302.639.066

PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1957

CRÉDIT

BÉNÉFICES DE L'EXERCICE, compte tenu des CHARGES, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS :	
— EXPLOITATION	Fr. 220.609.082
— PORTEFEUILLE-TITRES ET PARTICIPATIONS	92.520.018
— IMMEUBLES	33.905.511
	Fr. 347.034.611
SOLDE BÉNÉFICIAIRE NET DE L'EXERCICE 1957	Fr. 302.639.066

REPORT A

MONTANT REPORTÉ A NOUVEAU	Fr. 245.891.742
	Fr. 245.891.742

NOUVEAU

SOLDE CRÉDITEUR AU 31 DÉCEMBRE 1956	Fr. 185.248.284
REPORT DE L'EXERCICE 1957	60.643.458
	Fr. 245.891.742

R É S O L U T I O N S

adoptées par la Commission de contrôle des banques
dans sa séance du 4 juin 1958

PREMIÈRE RÉOLUTION

La Commission de contrôle des banques, conformément aux propositions du Conseil d'administration et après avoir pris connaissance des rapports des Commissaires aux comptes :

Approuve les comptes de l'exercice 1957 arrêtés au 31 décembre 1957 et le règlement d'inventaire, tels qu'ils lui ont été présentés ;

Fixe à 175 francs par part la répartition allouée aux parts bénéficiaires nominatives du Comptoir National d'Escompte de Paris, par application de l'article 8 de la loi du 2 décembre 1945 modifié par l'article 4 de la loi n° 46-1071 du 17 mai 1946.

Et à 153,416 francs par part le dividende revenant aux parts de fondateur, conformément aux statuts d'origine du Comptoir National d'Escompte de Paris.

DEUXIÈME RÉOLUTION

La Commission décide, conformément à l'article 26 des statuts du Comptoir National d'Escompte de Paris :

L'attribution aux actions du Comptoir National d'Escompte de Paris transférées à l'État d'une somme totale de 150 millions de francs ;

Le versement au Conseil d'administration d'une somme de 4 millions de francs à titre de tantièmes.

TROISIÈME RÉOLUTION

La Commission approuve le rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes en exécution des articles 34 et 40 de la loi du 24 juillet 1867 et de l'article 17 du décret n° 46-1246 du 28 mai 1946.

*Marnay.
 *Marseillan.
 •Marseille.
 *Marseille-République.
 *Massiac.
 *Martigne-Briand.
 *Matha.
 •Maubeuge.
 *Maubourguet.
 •Mauléon-Soule.
 *Mauris.
 *Mauzé-sur-le-Mignon.
 •Mayenne.
 *Mayet.
 •Mazamet.
 •Meaux.
 *Mehun-sur-Yèvre.
 •Melle.
 •Melun.
 *Merville.
 *Mesle-sur-Sarthe (Le).
 •Metz.
 *Meung-sur-Loire.
 Millau.
 *Miramont-de-Guyenne.
 *Mirabeau-en-Poitou.
 *Monségur.
 •Montauban.
 *Montauban-de-Bretagne.
 *Montbard.
 *Mintbéliard.
 •Montbrison.
 •Mont-de-Marsan.
 *Mont-Dore (Le).
 •Montélimar.
 *Montfrin.
 Montgeron.
 *Monthureux-sur-Saône.
 •Montluçon.
 Montmédy.
 •Montpellier.
 *Montresor.
 *Montrevel.
 *Montsalvy.
 *Mortagne-sur-Gironde.
 •Moulins.
 *Moulins-Engilbert.
 •Mouy.
 •Mulhouse.
 •Murat.
 *Mussidan.
 •Nancy.
 •Nantes.
 •Narbonne.
 *Navarrenx.
 *Nay.
 *Nérondes.
 *Neussargues.
 *Neuville-de-Poitou.
 •Nevers.
 •Nice.
 •Nîmes.
 •Niort.
 *Nogent-sur-Seine.
 *Nontron.
 *Nort-sur-Erdre.
 *Notre-Dame-de-Gravenchon.
 *Oisemont.
 *Ollioules.
 •Olonzac.
 •Oloron-Sainte-Marie.
 *Onzain.

*Oradour-sur-Vayres.
 •Orange.
 •Orléans.
 *Ormes (Les).
 •Oucques.
 *Ouzouer-le-Marché.
 *Paimbœuf.
 *Pallice (La).
 *Patay.
 •Pau.
 •Pauillac.
 *Paulhaguet.
 *Peage-du-Roussillon (Le).
 •Pellegrue.
 •Périgueux.
 •Péronne.
 •Pérpignan.
 *Pierrelatte.
 *Pieux (Les).
 *Pignans.
 *Plancoët.
 *Plouay.
 •Poitiers.
 *Poix.
 *Poligny.
 *Pons.
 *Pont-Aven.
 •Pont-à-Mousson.
 *Pont-Saint-Esprit.
 *Pont-Sainte-Maxence.
 *Pont-sur-Yonne.
 *Pornic.
 *Pornichet.
 *Port-à-Binson.
 *Port-la-Nouvelle.
 Port-Vendres.
 *Pouancé.
 *Pré-en-Bail.
 *Prémery.
 *Privas.
 *Puy-laurens.
 •Quimper.
 *Quatre-Routes (Les).
 *Rayol (Le).
 •Reims.
 •Remiremont.
 *Renaison.
 •Rennes.
 •Réole (La).
 *Requista.
 •Riom.
 •Rive-de-Gier.
 •Roanne.
 *Roche-Bernard (La).
 •Rochechouart.
 •Rochefort-sur-Mer.
 *Roche-la-Molière.
 *Rochelle (La).
 *Rocroi.
 •Rodez.
 *Rognac.
 •Romans.
 •Romilly-sur-Seine.
 *Roquefort-sur-Soulzon.
 *Roquemaure.
 •Roubaix.
 •Rouen.
 *Rougét (Le).
 *Rumilly.
 •Saint-Amand-les-Eaux.
 *Saint-Ambroix.

*Saint-Antonin.
 *Saint-Août.
 *Saint-Astier.
 *Saint-Bévin-les-Pins.
 •Saint-Brieuc.
 •Saint-Chamond.
 *Saint-Chinian.
 •Saint-Claude.
 *Saint-Denis-d'Oléron.
 *Saint-Didier-en-Velay.
 •Saint-Etienne.
 •Saint-Etienne-Bellevue.
 *Saint-Etienne-de-Mont-Luc.
 *Saint-Florent.
 *Saint-Gaultier.
 *Saint-Geniès.
 *Saint-Georges-d'Oléron.
 *Saint-Gervais-les-Trois-Clochers.
 *Saint-Hippolyte-du-Fort.
 •Saint-Jean-d'Angély.
 *Saint-Jean-de-Brueil.
 *Saint-Jean-du-Gard.
 *Saint-Junien.
 *Saint-Just-en-Chaussée.
 *Saint-Laurent-d'Aigouze.
 *Saint-Laurent-sur-Gorre.
 *Saint-Léger-sur-Dheûne.
 •Saint-Lô.
 *Saint-Louis.
 •Saint-Malo.
 *Saint-Médard-en-Jalles.
 •Saint-Nazaire.
 •Saint-Omer.
 *Saint-Pierre-des-Nids.
 *Saint-Pierre-Eglise.
 *Saint-Pierre-le-Moutier.
 *Saint-Pierre-d'Oléron.
 *Saint-Pierre-sur-Dives.
 *Saint-Quentin.
 *Saint-Rambert-sur-Loire.
 *Saint-Romain-de-Colbosc.
 *Saint-Saulge.
 *St-Savin-sur-Gartempe.
 *Saint-Servan-sur-Mer.
 *Saint-Sever-sur-l'Adour.
 *Saint-Tropez.
 *Ste-Geneviève-des-Bois.
 Sainte-Marie-de-Ré.
 *Sainte-Sigolène.
 •Saintes.
 *Saint-Yorre.
 Sallanches.
 *Salles-Curan.
 •Salon.
 *Samatan.
 *Sarzeau.
 *Saulieu.
 •Saumur.
 *Sauveterre-de-Guyenne.
 *Sauxillanges.
 *Scaër.
 *Scionzier.
 •Sedan.
 *Sées.
 *Ségonzac.
 •Ségré.
 Sérémange.
 •Sens.
 •Sète.
 *Seurre.
 Sillé-le-Guillaume.
 •Soissons.
 *Solliès-Pont.

*Sorgues.
 *Souillac.
 *Sourdeval-la-Barre.
 *Soustons.
 *Souterraine (La).
 •Strasbourg.
 *Surgères.
 *Sury-le-Comtal.
 *Suze (La).
 *Talaudière (La).
 •Tarbes.
 *Tardets.
 *Targonn.
 *Tartas.
 *Tavaux.
 *Teil (Le).
 *Terrasson.
 *Tessy-sur-Vire.
 •Thionville.
 *Thiviers.
 *Thouarcé.
 *Tinchébray.
 *Tocane-Sainte-Apre.
 *Tonnav-Boutonne.
 *Tonnav-Charente.
 *Tonneins.
 *Torfou-Tiffanges.
 •Toulon.
 •Toulouse.
 •Tourcoing.
 •Tours.
 •Tremblade (La).
 •Trouville.
 •Troyes.
 *Uzès.
 *Vaas.
 *Val-André-Pléneuf.
 •Valence.
 *Valence-d'Agen.
 *Valence-d'Albigeois.
 •Valenciennes.
 *Vallauris.
 •Vannes.
 *Vatan.
 Vendôme.
 *Verdun-sur-le-Doubs.
 *Vermenton.
 *Vernoil-le-Fourrier.
 *Vernon.
 *Vernoux.
 *Vic-Fézensac.
 •Vichy.
 *Vic-sur-Cère.
 *Vic-sur-Seille.
 •Vienne.
 •Vierzon.
 *Vigan (Le).
 *Vihiers.
 *Villaines-la-Juhel.
 *Villandraut.
 *Villefort.
 *Villefranche-de-Panat.
 •Villefranche-sur-Saône.
 •Villeneuve-sur-Lot.
 *Villéral.
 *Villers-Bocage.
 Vire.
 •Vitré.
 •Voiron.
 *Voreppe.
 *Voves.
 *Wormhoud.

(•) Agences ayant un service de coffres-forts en location.
 (*) Agences fonctionnant périodiquement.
 (**) Bureaux de saison.